

ROUTES. Retour au 90 km/h : Pierre Bédier dénonce la duplicité du gouvernement

Le président du Département critique le « double jeu » du gouvernement, qui prétend autoriser le retour aux 90 km/h mais multiplie « les obstacles techniques ».

Le président du Département des Yvelines, Pierre Bédier dénonce, vendredi 19 juillet, la duplicité du gouvernement sur le retour des 90 km/h selon le bon vouloir des Départements.

« Le gouvernement s'est moqué des Français. Après avoir imposé l'an dernier le passage aux 80 km/h sur le réseau départemental, le Premier ministre avait promis, au mois de mai, d'autoriser les Départements à revenir aux 90 km/h. »

Les Yvelines veulent revenir à 90 km/h

Pierre Bédier déplore des blocages :

« Dans les Yvelines, le conseil départemental fera tout ce qu'il peut pour y parvenir. Mais le



gouvernement et les députés LREM veulent y mettre des conditions telles qu'il sera presque impossible aux collectivités concernées de revenir à la situation antérieure, bien que neuf Français sur dix y soient favorables selon les sondages ! »

Blocage technique

Le président du Département évoque un retour ponctuel aux 90 km/h :

« Il ne serait possible que sur les tronçons longs de plus de 10 kilomètres. Les études préalables seront si longues et les aménagements exigés sur ces tronçons si nombreux et complexes que le coût en sera prohibitif. »

Il assène :

« Tout cela relève de la plus pure hypocrisie : officiellement, le gouvernement fait mine d'accorder aux Départements la liberté de choix ; en réalité, il les en prive en multipliant les contraintes. Devant les élus locaux, le Président de la République parle de décentralisation, mais les actes démentent les mots. Il y a tromperie. »

La crise des Gilets jaunes

Cette duplicité n'est pas seulement cynique, elle est inquiétante. Elle prouve que le chef de l'Etat et le gouvernement n'ont rien compris à la crise des Gilets jaunes, dont la France n'est toujours pas sortie. Avec la hausse des carburants,

le passage aux 80 km/h fut l'un des détonateurs de la colère de milliers de Français pour qui la voiture n'est pas un luxe mais un outil de travail indispensable. ».

« Finalement, rien n'a changé depuis décembre dernier [...] le même mépris, le même aveuglement. C'est à la fois consternant et de très mauvais augure. »

